

COMBAT OUVRIER

Mensuel communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe
Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

Numéro 53

Mercredi 17 septembre 1975

Prix : 1 F

Face à la "relance" des bourgeois, un plan pour les travailleurs

Le plan de relance de Giscard était à peine diffusé qu'on nous en donnait la version adaptée aux prétendus DOM et TOM. Stirn nous apprenait que ce plan serait appliqué intégralement dans les DOM et TOM. Les allocations exceptionnelles aux personnes âgées et aux enfants seraient versées comme en France. Ce serait donc quatre cent mille enfants et soixante-dix mille vieillards qui recevraient respectivement 250 et 700 F.

Mais on se souvient que lorsqu'il fut question l'année dernière du versement de la prime de 110 F pour les enfants scolarisés, beaucoup de familles n'ont jamais pu toucher cette prime sous des prétextes divers et aussi parce qu'il y a de nombreuses familles qui ne bénéficient pas des assurances sociales.

Il n'y a strictement rien dans le plan Giscard qui soit susceptible de permettre aux travailleurs ne fut-ce que de se protéger contre les deux maux les plus graves : le chômage et les hausses de prix. Au contraire, le plan implique une accélération des hausses de prix.

Mais pour le ministère des DOM-TOM, il s'agit d'une nouvelle occasion de faire un peu de propagande et de montrer les avantages qu'il y a à rester « français ». Le cynisme de Stirn est sans limite. Comme si l'aumône de l'allocation exceptionnelle aux vieillards et aux enfants pourrait faire oublier que le chômage est autrement plus grave encore aux Antilles qu'en France ; que la hausse des prix y est bien plus rapide. Alors cette politique dite d'« assimilation » que Stirn tente de justifier une fois de plus en évoquant le plan Giscard, parlons-en ! Le fait que des travailleurs antillais soient obligés de partir en France alors même qu'on favorise l'installation de métropolitains aux Antilles, c'est sans doute cela l'assimilation ! La discrimination raciale qui existe dans certaines entreprises entre les salaires d'employés suivant leur origine antillaise ou métropolitaine, c'est sans doute encore l'assimilation ! Lorsque la direction du Centre hospitalier de Fort-de-France préfère embaucher du personnel français plutôt qu'antillais, pratique-t-elle ainsi l'assimilation ?

Alors qu'on cesse donc de nous vanter les vertus de l'assimilation ! Et qu'on ne cherche pas à nous prendre pour des imbéciles en évoquant le plan Giscard à l'appui de cette politique.

Sur le fond, aucun plan de relance venant d'un gouvernement représentant les intérêts des capitalistes ne peut changer la situation qui existe aux Antilles.

Face à la crise, ce ne sont pas des gestes de charité dérisoires qu'il faut. Il faut une politique susceptible de permettre aux travailleurs des villes comme des campagnes de se protéger de la dégradation de leurs conditions d'existence.

Il n'est certes pas possible d'élaborer une politique permettant aux seules Antilles d'échapper à une crise économique qui est mondiale. Mais ce qui est possible, c'est que ce soit les capitalistes de l'importation et de l'exportation, ceux du commerce ; que ce soient les usiniers, les gros planteurs qui paient les frais de cette crise sur leur argent, sur leurs bénéfices. Lorsque leurs affaires marchaient bien, ces gens-là ont amassé des millions sans que ni les travailleurs ni les petits paysans en profitent. C'est à eux maintenant de faire des sacrifices.

Il faut contrôler les importateurs pour leur interdire d'augmenter leurs prix. Il faut contrôler les livres de comptes de toutes les entreprises industrielles et commerciales ou du Bâtiment, et leur imposer de prélever sur leurs profits de quoi réduire sans diminution de salaires l'horaire de travail de façon à pouvoir embaucher du personnel supplémentaire. Il faut que soit mis en œuvre, mais sous le contrôle des travailleurs et des paysans pauvres, un programme de grands travaux pour satisfaire les besoins criants en infrastructure des Antilles. Il faut un plan de production impératif, partant des besoins réels de la population travailleuse et répartissant le travail entre tous.

Ce n'est évidemment pas le pouvoir colonial, au service des capitalistes français comme antillais, qui est susceptible de s'engager dans cette voie. Dans la crise, chaque classe défend de façon plus violente encore que d'habitude ses intérêts. Les bourgeois défendent les leurs au travers en particulier du plan Giscard. Les travailleurs doivent défendre les leurs.

La crise montre la faillite de la gestion bourgeoise de l'économie. Cette faillite est encore aggravée par la domination coloniale. Il est vital de mettre fin à l'une comme à l'autre.

GUADELOUPE :

L'inter-récolte, une période difficile pour les ouvriers agricoles et les petits planteurs



IL y a deux mois la récolte sucrière s'achevait. Alors que les capitalistes du sucre font leur bilan et comptent leurs sous les travailleurs agricoles, les petits planteurs, et toutes les petites gens qui vivent autour de la canne sont fort inquiets de la situation présente.

Inquiets les travailleurs agricoles le sont car, pour la plupart ils chôment pendant cette inter-récolte. En effet, la seule tâche qui leur est actuellement confiée c'est l'arrachage de l'herbe « guinée ».

Mais ils ne travaillent que deux ou trois jours par semaine et cela une semaine sur deux seulement. Toutes les autres activités

habituelles de l'inter-récolte ont été faites pendant la récolte même et bien souvent mécaniquement. Les travailleurs n'en ont guère profité. Et leur sort n'est guère brillant. Ils peuvent à peine survivre avec les maigres salaires qui leur sont alloués. Ils continuent à s'endetter auprès de petits boutiquiers qui acceptent encore de leur faire crédit. Jusqu'à quand durera cette situation ? En outre, ils appréhendent la rentrée scolaire car il n'est pas certain qu'ils puissent y faire face. Ce qui est plus sûr c'est que beaucoup de leurs enfants ne pourront être scolarisés, tout au moins au cours des premiers mois.

Les agriculteurs eux aussi sont

inquiets. Ils attendent toujours les 6,60 F de ristourne que les sucriers avaient promis pour la récolte 1974. Quant à l'aide promise par le gouvernement français à tous les planteurs de canne elle n'a pas été non plus versée. Le préfet de la Guadeloupe a décidé de la faire verser à la perception de façon à retenir les impôts des planteurs qui ne sont pas en règle avec le fisc. Voilà comment agit un préfet d'une des dernières colonies de la France. Il entend récupérer de la main gauche ce que l'Etat donne de la main droite. La vie des petits planteurs, les difficultés qu'ils éprouvent à nourrir leurs familles, il s'en moque éperdument. Pour ce représentant du colonialisme français tous les moyens sont bons pour extorquer de l'argent aux petits planteurs.

Salaires de misère et chômage pour les ouvriers agricoles, endettement des petits planteurs voilà les quelques mots qui résument la situation dans les campagnes. Ajouter à cela les méfaits de la sécheresse sur les cultures vivrières et le manque de terre des agriculteurs l'on comprend fort bien que ces derniers ainsi que les ouvriers agricoles soient en colère. En tout cas, la responsabilité de la misère et de la désolation qui règnent dans les campagnes incombe entièrement au gouvernement colonialiste français qui continue à soutenir quelques sociétés capitalistes dont les intérêts maintiennent des structures économiques et sociales archaïques.

MARTINIQUE :

Par la lutte les travailleurs de la SEGTA obtiennent gain de cause

A PRES les grèves de mai de Jardin-Billiard et de Colas, les travailleurs de la SEGTA à leur tour s'opposent par la lutte à la volonté des patrons de leur faire payer la crise. Ainsi, la SEGTA ne voulait pas réembaucher les ouvriers de Renéville sur ses nouveaux chantiers de Case-Pilote et de Trinité, ceux-ci ayant, de l'avis du patron, de trop fortes qualifications !

Mais les travailleurs ne l'entendaient pas de cette oreille, ils exigèrent la réembauche de tous les travailleurs.

A cette revendication s'ajoutaient celle du paiement des jours de grève ainsi que le refus des sous-traitants.

Il a fallu plus d'une semaine de grève pour faire entendre raison aux patrons qui furent bel et

bien obligés d'accepter la liste d'embauche rédigée par le Comité d'Entreprise. La lutte a payé.

**Sauvons
Desmond Trotter
condamné à mort
par le gouvernement
dominicain**



Guadeloupe

Dans la Banane : pour préserver leurs profits les gros propriétaires surexploitent

COMME dans la canne, l'activité dans la banane s'est beaucoup ralentie depuis le mois de juillet. Ce ralen-

tissement provient surtout du fait que la plupart des grands propriétaires entendent faire le maximum de profit sur le dos des tra-

vailleurs en réduisant le plus possible leurs dépenses de fonctionnement.

C'est ainsi par exemple que

chez Buttel à Capesterre, la direction, trouvant que les travailleurs ne donnent pas suffisamment de rendement n'offre que trois à quatre jours de travail par semaine au lieu de cinq habituellement et a recours au travail à l'entreprise non déclaré à la sécurité sociale. Il en est de même chez G. Dormoy à Trois-Rivières qui, lui, ne donne que cinq jours de travail par quinzaine. Ailleurs, les patrons emploient des travailleurs retraités pour lesquels ils ne versent plus rien à la caisse. Giorgy à Capesterre et G. Dormoy pour ne citer que ceux-là ont recours à ces pratiques. Mais le plus scandaleux est le cas de M. Langlois, directeur de la chambre d'Agriculture de la Guadeloupe. Cet exploitateur vient de faire passer le salaire de ses travailleurs de 26 F à 28 F alors que sur la plupart des habitations le salaire est de 43,92 F et ce depuis plusieurs mois. On voit ainsi comment ces exploitateurs accumulent des fortunes sur le dos des travailleurs.

A la fête de Capesterre : le stand de Combat Ouvrier

A l'occasion de la fête de la commune de Capesterre, Combat Ouvrier a tenu un stand.

Nos visiteurs, très nombreux, ont pu connaître nos positions en lisant les panneaux politiques affichés tout autour du stand, et se rendre compte aussi du travail fait dans diverses entreprises. La table de lecture, elle aussi, a été fréquentée et autour des livres se sont nouées plusieurs discussions avec des jeunes, des travailleurs et des femmes.

Tout ceci s'est déroulé dans

une ambiance fort sympathique et durant tout le week-end, des sympathisants, des amis, mais aussi des travailleurs qui, tout simplement se sentaient bien chez eux, disant « ce stand en nous », sont

venus s'informer, discuter avec nos militants et aussi se rafraîchir et déguster des brochures.

Une expérience très intéressante, à développer assurément.

LES JEUNES ETAIENT LA

En face du stand Combat Ouvrier, des jeunes de Capesterre ont eux aussi tenu un stand. Ils avaient voulu affirmer devant des centaines de personnes qu'ils étaient contre la situation actuelle, contre le colonialis-

me, le chômage, le manque de débouchés pour la jeunesse. Leur stand fut très apprécié et de nombreux visiteurs s'arrêtèrent prendre un verre « pour soutenir les jeunes ».

LA RENTRÉE SCOLAIRE : DE GROS PROBLÈMES POUR LES FAMILLES OUVRIÈRES



LA rentrée scolaire 1976 se prépare. Depuis plusieurs jours déjà les flashes publicitaires des librairies et des autres magasins invitent les parents à venir acheter le « plus beau cartable » ou le vêtement « le moins cher ».

Et déjà, au travers de cette agitation fébrile les problèmes de la rentrée scolaire resurgissent.

Depuis la rentrée scolaire 1974, les prix ont encore grimpé et arrivent à un niveau accessible à bien peu de familles de travailleurs. La hausse officielle de l'indice des prix sur le « département » de la Guadeloupe est la plus élevée : plus de 17 %. C'est dire ce que représente la hausse réelle, et plus encore celle des fournitures scolaires, quand on sait qu'en France celle-ci est estimée à 18 %.

On imagine facilement que la plupart des familles ne pourront

pas cette année encore acheter toutes les fournitures scolaires nécessaires à leurs enfants.

Ce ne sont ni la prime de rentrée distribuée aux enfants scolarisés, dans certaines conditions, ni la prime de 250 F accordée dans le plan de relance de Giscard aux enfants des familles bénéficiant des allocations familiales, qui rendront moins dramatiques la situation des familles les plus pauvres. Le nombre de chômeurs aux Antilles est assez éloquent pour s'en convaincre, de même le niveau moyen des salaires qui tourne autour du SMIC (1.069,32 F), quand toutefois les patrons daignent le respecter.

Face à cette situation, les décisions de Giscard ne sont qu'une goutte d'eau dans une mer de misère et d'exploitation. Dans cette société, le droit à l'enseignement ne devient un fait que pour les riches.

Sauvons Desmond Trotter

En effet, le gouvernement dominicain organise depuis plusieurs mois la chasse aux opposants radicaux à sa politique et les procès tenus dans des conditions scandaleuses ont permis de condamner Desmond Trotter à mort. Le seul recours reste la révision du procès en Grande-Bretagne par le Private Council. Mais pour avoir une chance de voir sauver la vie de Trotter il s'agit qu'une véritable campagne de protestation soit organisée.

Déjà un meeting tenu par le GRS et que notre tendance a soutenu a eu lieu à Fort-de-France rassemblant près de 500 personnes. Des protestations se sont élevées. Des écrivains connus, Césaire, Glissant, Placoly ont protesté publiquement contre la condamnation de Trotter.

Il faut sauver un militant qui s'est opposé au régime de dictature de Patrick John. Il faut manifester une solidarité active pour ne pas laisser les mains libres aux petits tyrans des Caraïbes qui sont incapables de régler les problèmes qui se posent dans cette région du monde mais combattent avec acharnement ceux qui veulent plus de liberté et de justice.

DESMOND TROTTER est un militant opposé au régime de Patrick John représentant en Dominique des classes privilégiées, et commis de l'impérialisme anglais. Depuis plusieurs mois ce militant est emprisonné parce que ses idées politiques ne plaisent pas au pouvoir.

États-Unis : ÉCHEC DU "BUSING"

DE violentes manifestations organisées par des organisations racistes comme le Ku Klux Klan, se sont déroulées aux États-Unis contre le « busing ». Le « busing » est un système de transport en cars des enfants noirs dans des écoles auparavant blanches et des enfants blancs dans des écoles des quartiers noirs. Selon le gouvernement des États-Unis, ce système vise à supprimer la ségrégation raciale au niveau de l'éducation scolaire.

Toutefois, depuis l'an dernier, cette politique du « busing » donne lieu à des affrontements entre Blancs et Noirs et avec la police. De plus, des parents blancs refusent d'envoyer leurs enfants à l'école à cause de la présence d'enfants noirs ; des parents noirs hésitent à abandonner leurs enfants à la haine raciale dans les quartiers blancs.

Evidemment, il était plus facile

de mettre au point un système de « busing » que de remettre en question les véritables causes du racisme et de la misère dans laquelle est plongée la communauté

noire aux États-Unis. Mais le gouvernement américain ne saurait remettre en question son propre régime, régime d'oppression capitaliste.



● Martinique zone sinistre le sinistre est le col

EN raison de la sécheresse, la Martinique a été déclarée « zone sinistrée ». Ce n'est pas la première fois qu'une telle mesure est prise, et comme d'habitude, point n'est besoin d'être savant pour deviner à qui iront les aides et les subventions de l'Etat : aux gros propriétaires fonciers, les Aubery, Hayot, etc.

Quant aux petits paysans qui voient leur bétail dépérir et leur récolte se perdre, qui doivent faire des kilomètres pour un seau d'eau, ceux-là peuvent attendre encore longtemps : la « générosité » du gouvernement colonialiste ne les touchera pas, elle ira comme d'habitude aux gros capitalistes. Nul doute, en effet, que ceux-ci bénéficieront d'importantes indemnités, et qu'ils n'auront aucune peine à démontrer le « caractère de calamité individuelle » de la sécheresse sur leur propriété pour bénéficier des prêts spéciaux du Crédit Agricole. Il est d'ores et déjà certain qu'ils seront écoutés d'une oreille plus attentive et plus compréhensive que les milliers de paysans pauvres qui devront prouver ce même « caractère de calamité » sur leur petite exploitation. D'ailleurs, il faut encore avoir les moyens de rembourser un prêt, même spécial, du Crédit Agricole, et pour le petit paysan ce n'est que rarement, sinon jamais, possible.

Mais toutes ces facilités et ces crédits alloués par l'Etat aux gros propriétaires ne leur servent pas à construire des barrages, endiguer des rivières ou creuser des canaux

● Miot et consort : flagrant délit de me

L'IMPUDENCE et le mépris habituels avec lesquels les Miot et consorts traitent leurs lecteurs viennent, pour une fois, de leur retomber sur le nez : ils viennent d'être pris en flagrant délit de mensonge.

En effet, le 1^{er} septembre, France-Antilles annonce triomphalement, en gros titre, la création prochaine de 250 emplois à Sainte-Marie grâce à l'implantation d'une usine électronique. Et ce journal ne se prive pas d'ajouter force dé-

Les menées du colonialisme

rée :
ialisme !

pour irriguer les terres. Pourquoi le feraient-ils, en effet s'ils sont de toute façon assurés de se remplir les poches par les bons soins de l'Etat chaque fois que la sécheresse sévit ?

Le problème de la sécheresse n'est pas un problème technique, comme voudrait nous le faire croire la propagande colonialiste : c'est un problème politique. A l'heure actuelle, avec tous les moyens dont dispose la technique mo-

derne, il serait facile de mettre très rapidement sur pied un vaste plan d'irrigation. Mais tant que cela ne répond pas aux intérêts capitalistes, il est hors de question de réaliser une telle opération.

Car dans la société actuelle, les intérêts d'une poignée de riches profiteurs possédant d'immenses domaines passent bien avant ceux des milliers de petits paysans qui vivent misérablement sur un minuscule carré de terre.

● Un recul ;

réintégration de quatre fonctionnaires révoqués par l'ordonnance de 1960

GRACE aux luttes menées contre l'arbitraire colonial, l'Ordonnance d'octobre 1960 qui permettait aux préfets des DOM de muter en France tout fonctionnaire suspect de s'opposer au colonialisme, a été abrogée en 1973. Mais ce n'est qu'aujourd'hui que sont réintégrés dans leur poste en Martinique les quatre fonctionnaires Nicolas, Mauvois, Dufond et Guiteaud révoqués depuis 1961 pour avoir refusé leur mutation d'office en France due à leur appartenance au PCM.

Il est certain que cette réintégration est le résultat de la lutte de toutes les forces anticolonialistes, partis, organisations et syndicats. Il est vrai aussi qu'en prenant une telle décision, le gouvernement de Giscard voudrait redorer son blason libéral.

Ceci c'est le côté pile. Le côté face est tout autre.

Il ne suffit que de penser à deux affaires survenues au début de ces vacances. La première c'est l'affaire Serbin, militant socialiste martiniquais dont on refuse la mutation de Guadeloupe en Martinique, tout simplement parce que cela risque de faire du mal à Camille Petit, député UDR de Sainte-Marie, ceci dans la perspective des futures élections municipales. Par contre, un Français a pris la place qui lui était réservée.

L'autre affaire, c'est le blocage une nouvelle fois à la douane de l'aéroport du Lamentin de plusieurs milliers d'exemplaires de différents numéros de notre journal et de son supplément.

Voilà qui montre le vrai visage de la société libérale giscardienne dans ses chères colonies.

Marie et son député-maire tiennent à informer le public qu'ils n'ont jamais reçu aucune notification d'un projet de création d'une usine électronique à Sainte-Marie et qu'il est hors de question que la mairie procède à des inscriptions pour des emplois éventuels à créer par ce projet.

Ainsi voilà de quelle façon France-Antilles n'hésite pas à tirer profit de la situation dramatique de chômage en Martinique, en faisant miroiter aux yeux de milliers de chô-

nge

tails sur la création parallèle d'un centre de formation professionnelle spécialisé, en précisant bien que le Conseil municipal de Sainte-Marie a « d'ores et déjà donné son accord de principe », et en invitant « les personnes intéressées à enregistrer leur candidature auprès de la mairie ».

Or, une semaine plus tard, France-Antilles se trouve obligé de publier en première page un démenti à cette nouvelle, d'après lequel en effet « la municipalité de Sainte-

Pour défendre leurs revendications légitimes les Corses ne doivent pas s'en remettre à la droite

LA Corse a été la théâtre de violentes manifestations de colère qui ont d'ailleurs fait trois morts parmi les forces de l'ordre. Un tel mécontentement chez la population corse trouve ses racines dans l'état de sous-développement de ce département, sous-développement qui contraint la majorité des Corses à quitter leur île. Les Corses n'ont assez du retard économique de leur île et du chômage qu'il entraîne. De nombreux paysans corses ne comprennent pas pourquoi ils ne reçoivent pas, comme l'ont reçue les Pieds-noirs rapatriés d'Algérie, une aide pour le développement de leur exploitation.

Ce que demande la population corse c'est du travail dans son pays, c'est, pour le petit paysan, le pouvoir de vivre de sa terre. Et les revendications légitimes, le gouvernement n'a commencé à entendre que lorsque les Cor-

ses ont entamé des actions violentes.

Toutefois, si l'on veut comprendre les récents événements en Corse, il est important de sa-

meurs des espoirs de travail, quitte à les voir démentir sans vergogne le lendemain. Tout cela pour vendre quelques centaines d'exemplaires supplémentaires...

On ne saurait mieux montrer son mépris le plus total

● Guyane :

Stirn au service des trusts du papier

DES bâtisseurs et des défricheurs pour la Guyane ! », c'est par cet appel — largement repris par les grands moyens d'information — que M. Olivier Stirn, ministre des DOM, donnait le coup d'envoi à « l'opération Guyane » dont l'objectif est d'implanter 30.000 personnes dans ce pays, par l'installation de 8.000 familles en cinq ans.

D'ores et déjà, selon Le Monde du 15 septembre, cinq mille personnes se sont présentées et plus de quinze mille lettres de postulants ont été reçues au bureau chargé de centraliser les demandes.

« Pour entrebâiller le gigantesque manteau forestier... il faut bien sûr des hommes » déclare le ministre dans les colonnes d'un grand quotidien

pour la population. Ce qui n'a rien d'étonnant de la part de ce support du colonialisme qu'est France-Antilles, car mensonge et mépris font partie de l'arsenal de ceux qui défendent un système basé sur le profit, l'exploitation et l'oppression.

parisien. Car apprenons-nous, « le manque (d'hommes) a été jusqu'ici l'autre mal endémique de la Guyane... ».

Aussi M. Stirn espère certainement que « les Français de toutes les régions de France et des départements d'Outre-Mer auront à cœur de « venir à la rencontre aussi des Guyanais, peuple doux et intelligent... ».

Rarement cynisme, hypocrisie et mépris pour la population guyanaise furent aussi grands et aussi ouvertement affichés.

Ce « département », dont l'un des malheurs serait la pénurie de bras, souffre pourtant d'un chômage chronique. Dans ce « département » pour bien des petites gens, l'Eldo-

rado prend figure de bague. Alors Olivier Stirn pris soudainement de vapeurs philanthropiques va « leur donner une chance de salut », ce ne sera plus l'enfer puisque dit-il « c'est l'heure de la rédemption ». Amen !...

En fait, derrière ce bavardage de campagne électorale, il n'est pas besoin d'être très perspicace pour voir se profiler la volonté constante du gouvernement colonialiste d'assurer à ses patrons, les capitalistes la pérennité de leurs profits.

Ici ce sont les trusts du papier qui sont concernés. Le prix de la pâte à papier augmentant de plus, le gouvernement va leur « entrebâiller le gigantesque manteau forestier » de la Guyane. En d'autres termes, il va mettre en coupe réglée l'une des richesses de la Guyane. Il pousse la complaisance jusqu'à offrir à ces monopoles des intermédiaires, de la main-d'œuvre en la personne de nouveaux colons.

Par la même occasion, le gouvernement espère bien évidemment pouvoir dresser cette population nouvelle contre les Guyanais. Jouer la carte de la division voilà ce qui arrangerait le gouvernement français pour perpétuer une domination coloniale dont les Guyanais ne veulent plus.



Manifestation pour l'abrogation de l'ordonnance en janvier 1972.



niers qui n'ont même pas relevé leur identité. On peut imaginer le carnage qu'organiserait aux Antilles le même gouvernement français pour deux policiers tués alors qu'à la moindre manifestation pacifique il n'hésite pas à faire mitrailler la population désarmée. Mais la différence, c'est justement celle que le gouvernement fait entre des colonisés en lutte et les gens de l'extrême-droite. Il a déjà eu besoin de cette extrême-droite raciste et criminelle pour l'aider à sauver son régime. Il est obligé d'accepter tous ses excès s'il veut pouvoir encore compter sur elle.

La population corse a pu remettre son sort aux mains d'une organisation de droite comme l'ARC. Cependant pour s'attaquer au chômage, à la misère, pour plus de liberté, les Corses devront s'attaquer au capitalisme lui-même et pour cela choisir la voie du socialisme.

Portugal : Devant la crise politique, la classe ouvrière doit proposer des perspectives au pays

L'ANNONCE samedi 13 septembre de la formation prochaine d'un nouveau gouvernement au Portugal, confirme l'évolution entreprise depuis l'élimination de Vasco Gonçalves du Conseil de la révolution, organe suprême du MFA, ainsi que de tout autre poste de responsabilité.

Les modérés, partisans du pluralisme politique et du libre exercice du jeu parlementaire semblaient ainsi apparaître comme les vainqueurs du moment. Mais le fait que dans le nouvel accord de coalition le Parti Socialiste et le Parti Populaire Démocratique (centriste) soient tenus de faire une place au Parti Communiste, montre bien qu'ils pensent préférable dans les conditions actuelles de gouverner avec le PC de façon à l'utiliser comme frein au mécontentement populaire. De même que le fait qu'aucun de ces partis ne peut gouverner seuls sans tenir compte des autres, montre que la question du régime ultérieur du Portugal reste plus que jamais posée.

En effet, depuis plus d'un an, le Portugal vit sous un régime hétérogène qui associe au pouvoir de fait et bien réel de l'armée, une participation du personnel politique civil.

Et en réalité, de toute évidence, c'est un régime qui ne peut être que transitoire.

La direction du MFA et l'armée dans son ensemble sont divisées entre deux options.

Une partie des militaires est prête à se passer complètement des partis, ou encore à les intégrer en leur enlevant l'essentiel de leur rôle.

D'autres considèrent que le



pouvoir politique doit progressivement revenir à des civils.

Derrière les défenseurs de cette deuxième opinion on trouve aussi bien des idéalistes convaincus du système parlementaire, que ceux qu'effraient le radicalisme des premiers.

Mais si ceux qui rêvent de rétablir l'ordre au Portugal par la démocratie parlementaire semblent aujourd'hui marquer des points, il s'agit là d'un succès qui ne saurait aller bien loin. Car le bouillonnement politique est tel dans l'ensemble du pays, que l'armée elle aussi est profondément politisée et divisée.

C'est bien pourquoi le but du nouveau gouvernement c'est de rétablir l'ordre et la soumission à la hiérarchie dans l'armée. Mais à terme, le triomphe de l'aile « modérée » signifie la victoire des forces de droite dans un pays comme le Portugal où le sous-

développement, l'arriération culturelle et en particulier le poids de l'église catholique sont là pour freiner l'évolution historique, voire la tirer en arrière.

Mais le courant dit « radical » se serait retourné aussi inévitablement contre la classe ouvrière. Il représente une politique semblable à celle d'un Nasser ou de Ben Bella et ce type de régime ne s'accommode pas plus avec la liberté d'organisation et d'expression de la classe ouvrière.

Et c'est précisément pour cette raison que l'attitude du PC et celle du PS sont toutes deux criminelles : parce que les seules perspectives qu'ils offrent aux travailleurs sont des perspectives bourgeoises variante dictature militaire à direction MFA pour le PC, variante parlementaire pour le PS.

Alors face à la trahison des partis stalinien et réformiste, la

tâche de l'heure pour la classe ouvrière portugaise c'est qu'elle s'unisse. Qu'elle mette de côté les fausses querelles opposant ouvriers communistes et ouvriers socialistes car c'est au nom de deux politiques bourgeoises qu'ils s'entre-déchirent. Unité donc ; mais sur un programme clair, capable de susciter l'intérêt et la sympathie des autres travailleurs, des paysans et de tous les pauvres.

Face à la crise économique, face à la désorganisation de la production les travailleurs portugais, s'ils ne veulent pas en être les premières victimes, doivent exercer un droit de contrôle. Contrôle de toutes les opérations bancaires et commerciales et contrôle de la production de chaque grande entreprise.

Cela nécessite que les comités d'usines et de quartiers qui s'étaient créés plus ou moins spontanément dès le début se multiplient, se renforcent, se dotent d'un mode démocratique d'élection, et qu'ils étendent leurs prérogatives à tous les domaines de la vie de la population.

Il est aussi vital que les paysans sentent concrètement que les ouvriers sont de leur côté et qu'ils peuvent les aider contre les grands propriétaires fonciers. Et c'est pourquoi la classe ouvrière portugaise doit se faire le meilleur défenseur et le plus conséquent d'une réforme agraire effective et radicale.

La classe ouvrière portugaise peut et doit s'emparer d'un tel programme et elle est capable de le réaliser en donant ainsi à la crise une issue allant dans le sens des intérêts des prolétaires et de tous les opprimés.

ESPAGNE DICTATURE ET REPRESSION SANGLANTE

Trois militants d'extrême-gauche espagnols condamnés à mort sur des aveux obtenus par la torture. Ce verdict tombe au moment de la révision du procès de Garmendia et Otaegui, militants nationalistes basques dont la condamnation à mort avait suscité les protestations de l'extrême-gauche du monde entier. L'Etat dictatorial et criminel d'Espagne détient entre ses mains le sort de ces cinq militants.

D'autre part, le régime franquiste a décrété le 2 août dernier l'état d'exception dans le pays. Cela se traduit par la multiplication des perquisitions et des arrestations arbitraires suivies de tortures ou d'exécutions sommaires. Un exemple, les gardiens d'immeuble ont été promus officiellement auxiliaires de la police. L'état d'exception c'est aussi la saisie de toutes les publications qui ne défendent pas servilement le régime. C'est encore la répression brutale de manifestations comme à Saint-Sébastien où la police a tué.

Ce régime fasciste, dictatorial, se maintient depuis un demi-siècle par les mêmes méthodes infâmes, les mêmes crimes. Il n'arrive pourtant pas à écraser l'opposition. Pour un militant nationaliste basque emprisonné, torturé, plusieurs prennent la relève et poursuivent la lutte. Depuis dix ans, Franco s'acharne contre la classe ouvrière, lui interdisant de s'organiser. Pourtant des grèves de plus en plus nombreuses regroupent les travailleurs par milliers.

La vague de répression qui s'abat aujourd'hui sur l'Espagne sera comme les autres inefficace, mais elle fait des victimes et nous sommes solidaires de tous ceux que frappe ce régime de honte.

Un plan de relance pour la bourgeoisie

GISCARD nous a donc donné le 4 septembre sa solution à la crise en France.

Et bien sûr, sa solution c'est une solution de classe. En effet, l'Etat va débloquent trente milliards de francs. Sur ces trente milliards, cinq seront pour la « charité » : 250 F pour chaque enfant, 700 F pour les vieillards, allocations qui ne seront d'ailleurs versées qu'une seule fois. Les vingt-cinq autres milliards, Giscard les destine aux entreprises capitalistes. Une partie de la somme leur est attribuée sous forme de subventions versées directement, une autre sous forme

de commandes de l'Etat pour des grands travaux et sous forme de réductions de leurs impôts. Autre cadeau aux entreprises capitalistes, l'Etat repousse les délais d'échéance pour le paiement de leurs impôts.

Où l'Etat prendra-t-il les milliards qu'il avoue lui-même ne pas posséder dans ses caisses ? Il le prendra sur le « déficit budgétaire », ce qui veut dire qu'il fera fonctionner la planche à billets. Mettre en circulation une telle quantité de billets sans contrepartie en richesse entraînera nécessairement la baisse de la

valeur de la monnaie et donc la hausse des prix. Ainsi, Giscard organise l'inflation : ce qu'il donne aux riches, il le prendra dans la poche des pauvres par le biais de la hausse des prix.

Ce plan de relance n'a vraiment rien de nouveau, ni sur le fond, ni même quant à la méthode, pas seulement parce que aider les entreprises capitalistes avec l'argent de l'Etat est un procédé habituel mais aussi parce que même l'aide sous cette forme massive, en particulier sous forme d'un programme de grands travaux est un vieux procédé. Le

plan de grands travaux de l'Etat n'est autre que celui de constructions d'autoroutes avec Hitler en 1933, celui du New Deal de Roosevelt en 1936. Or, tous ces plans n'ont jamais rien résolu, ni crise, ni chômage et Giscard le sait bien. Mais en attendant, les travailleurs vont voir partir leur argent en fumée, conséquence de l'inflation qui va s'accroître.

Nous le voyons, face à la crise, Giscard a son programme, un programme d'aide cynique aux capitalistes... il n'hésite pas à nous faire savoir que Dassault recevra une aide de 365 millions

de francs pour ses avions militaires. La classe ouvrière, elle aussi doit se donner un programme qui, lui, répondra aux problèmes les plus graves qui se posent à elle, en particulier le chômage. Un tel programme existe : c'est la répartition du travail entre tous par l'échelle mobile des heures de travail, répartition qui s'accompagne de diminution des heures de travail sans diminution des salaires. Contre l'inflation, c'est l'indexation des salaires, pensions et retraites sur le coût de la vie mesuré par les travailleurs eux-mêmes.

ANGOLA :

Une décolonisation à l'image de ce que fut la colonisation portugaise

LA situation s'aggrave chaque jour davantage en Angola.

Le gouvernement portugais reconnaît d'ailleurs lui-même qu'il n'est pas capable de mener à bien le processus de décolonisation. Car quel autre sens pourrait-on donner au fait que les pouvoirs du représentant du gouvernement portugais en Angola viennent d'être sensiblement accrus, et qu'il est de plus en plus question d'envoi de nouvelles troupes portugaises. Il s'agit là de mesures qui entérinent la dislocation de fait du gouvernement de transition qui avait été mis en place.

D'une part donc l'Etat portugais reconnaît son échec, d'autre part il ne trouve que la répression pour tenter d'y pallier.

Pourtant si la situation de l'Angola est ce qu'elle est aujourd'hui, la responsabilité en incombe entièrement au Portugal. Au Portugal de Salazar bien sûr,

mais aussi à celui dirigé par le MFA.

Salazar, suivant les vieilles méthodes coloniales a favorisé au maximum les divisions en s'appuyant sur les particularismes, les ethnies au détriment d'autres. La conséquence de tout cela c'est qu'aujourd'hui les Angolais, à la veille de leur indépendance, héritent d'une situation absolument inextricable.

Le MFA, bien sûr a décidé de décoloniser. Mais parce que tels sont aujourd'hui les intérêts de la bourgeoisie portugaise, pas du tout dans le but de satisfaire les intérêts de la population angolaise. Et cela a marqué tout le processus de décolonisation.

Tout d'abord, au lieu de décréter l'indépendance immédiate de l'Angola, et le retrait des troupes portugaises, le MFA s'est livré à toutes sortes de tergiversations. Jusqu'à ce jour, près d'un an et demi après la prise du pouvoir par le MFA, l'Angola n'est

toujours pas indépendante. L'indépendance officielle étant prévue pour novembre prochain.

Par ailleurs, le MFA a choisi les manœuvres de couloirs avec les organisations nationalistes.

Depuis plus d'un an, le MFA joue ainsi une organisation nationaliste contre une autre, avec la seule préoccupation de parvenir à un accord permettant à la bourgeoisie portugaise de sauvegarder le maximum de ses intérêts en Angola.

Une décolonisation dans l'intérêt des peuples angolais aurait exigé de faire appel immédiatement à la population afin qu'elle élise des structures démocratiques qui la représentent effectivement ; elle aurait exigé également que les forces militaires portugaises stationnées en Angola soit mises sous le contrôle de ces organismes démocratiquement élus.

Mais au fond, le MFA, organisation d'officiers d'une armée co-

loniale, se soucie aussi peu du peuple angolais que les gouvernements de Salazar ou de Caetano.

Les dirigeants portugais ne sont bien sûr pas les seuls responsables. Derrière eux on retrouve les principales puissances impérialistes. Et les organisations nationalistes elles-mêmes qui acceptent d'être le jouet de ces forces, ont leur part de responsabilité.

Les impérialistes et leurs valets ne se gênent pas pour rejeter une fois de plus leurs propres fautes sur ceux qui en sont les principales victimes. Ils répèteront partout avec cynisme et mépris que ce sont les Angolais qui sont incapables de faire régner l'ordre chez eux et de gérer leur pays.

Tout cela n'enlèvera rien à leur responsabilité, et de cela aussi il faudra bien qu'ils rendent compte un jour.

Directeur de publication :
Marie-Eugène ZOROR
Adresse
toute correspondance :
ANTILLES :
Gérard BEAUJOUR
BP 214
97110 POINTE-A-PITRE
(GUADELOUPE)
ou BP 386
97204 FORT-DE-FRANCE
(MARTINIQUE)
FRANCE :
Combat Ouvrier
BP 80
93300 AUBERVILLIERS
Impression
Graphie-Press
Epinay-sur-Seine
Commission paritaire
N° 51-728

TARIF DES ABONNEMENTS

FRANCE :
— ordinaires 1 an : 12 F.
— sous pli fermé 1 an : 15 F.
ANTILLES :
— sous pli fermé 1 an : 15 F.
ETRANGER : écrire au journal.
Tous versements de fonds,
abonnements et soutiens doivent être faits à :
Jocelyn BIBRAC
CCP 32 566-71 La Source